

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 28 januari 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Lasten
toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten, Letteren en de Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 468-1. — Verslag, nr. 468-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 januari 2004.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 558

[C — 2004/29053]

28 JANVIER 2004. — Décret portant organisation au sein de l'Université de Liège d'un département en sciences et gestion de l'environnement en Province de Luxembourg et autorisant le transfert du personnel et du patrimoine de l'a.s.b.l. Fondation universitaire luxembourgeoise au patrimoine de l'Université de Liège (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification à la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat*

Article 1^{er}. § 1^{er}. A l'article 4 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat est ajoutée à la disposition suivante :

« § 5. L'Université de Liège crée le 1^{er} janvier 2004, dans le canton d'Arlon, le département qui a pour objet l'enseignement, la recherche et les services dans le domaine des sciences et gestion de l'environnement.

Ce département développe des partenariats avec les institutions universitaires relevant, notamment, des régions européennes transfrontalières.

Les organes d'administration, d'enseignement, de recherche et de services de ce département déploient leurs activités dans le canton d'Arlon, dans les bâtiments précédemment propriété de la Fondation universitaire luxembourgeoise, association sans but lucratif, ci-après dénommée FUL, a.s.b.l.

Il est créé un comité stratégique de ce département qui est un organe d'avis, chargé de l'orientation générale des programmes de recherche en synergie avec les projets locaux, de leur valorisation, ainsi que, plus généralement, du rayonnement du département. Y siègent avec voix délibérative, outre le Gouverneur de la Province de Luxembourg ou la personne déléguée par lui, qui le préside, quatre représentants désignés par chaque groupe de conseillers élus sur la même liste aux élections provinciales dans la Province de Luxembourg et trois représentants des milieux économiques et sociaux de cette province désignés par leurs instances respectives.

Le commissaire du Gouvernement et le délégué du ministre du Budget près l'Université de Liège désignés en vertu des articles 1^{er} et 7 du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires assistent aux réunions du comité stratégique. »

§ 2. A l'article 8, alinéa 1^{er}, 8°, de la loi du 28 avril 1953 précitée, les mots « , ainsi que du président du comité stratégique du département universitaire en sciences et gestion de l'environnement visé à l'article 4, § 5, ou la personne désignée par ce comité, » sont ajoutés avant les mots « voix consultative ».

CHAPITRE II. — *Modification à la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Art. 2. Dans l'article 46 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires :

1° dans l'alinéa 1^{er}, qui devient le § 1^{er} de l'article, le *d*) est abrogé à partir de l'année budgétaire 2004;

2° les alinéas 2 et 3 sont supprimés;

3° l'article est complété par les paragraphes suivants :

« § 2. A partir de l'exercice budgétaire 2004, une subvention est versée à un article particulier au budget du patrimoine de l'Université de Liège et affectée exclusivement au financement du département visé à l'article 1^{er}.

La quote-part de la subvention relative aux charges du personnel visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, est portée en recette à la section I^{re} du budget de l'Université de Liège telle que définie à la date du 12 avril 1999 dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et des comptes des institutions universitaires.

Pour l'exercice budgétaire 2004, cette subvention est égale à la subvention annuelle de la Fondation universitaire luxembourgeoise pour 2003, indexée.

§ 3. Pour les exercices budgétaires suivants, cette subvention est réduite :

- de 100.000 euros pour 2005;
- de 200.000 euros pour 2006,
- de 300.000 euros pour 2007;
- de 400.000 euros pour 2008 à 2014.

§ 4. Pour les exercices budgétaires 2015 à 2018, le montant de la subvention est égal à celui de l'exercice précédent, réduit d'un quart du montant octroyé pour 2014.

Il n'est plus octroyé de subvention à partir de l'exercice 2019.

§ 5. Les réductions prévues aux §§ 3 et 4 sont portées en supplément du montant de base des allocations annuelles de fonctionnement fixé à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 6. Les montants prévus aux §§ 2 à 5 sont indexés de la même façon que les allocations de fonctionnement aux universités. »

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et abrogatoires

Art. 3. Les membres du personnel académique et les membres du personnel scientifique définitif qui font partie de la FUL, a.s.b.l., jusqu'à l'entrée en vigueur du présent décret sont transférés à l'Université de Liège et intégrés aux personnels académique et scientifique statutaires à charge de la section I du budget de l'institution.

Les membres du personnel scientifique temporaire et les membres du personnel administratif et technique engagés par la FUL, a.s.b.l., jusqu'à l'entrée en vigueur du présent décret sont transférés à l'Université de Liège et rattachés, par les liens d'un contrat de travail, au patrimoine de cette université.

Ils sont affectés au département mentionné à l'article 1^{er}.

Ils conservent leur rémunération, leur qualité, leur grade, leur ancienneté académique, scientifique ou administrative ainsi que leur ancienneté pécuniaire.

Art. 4. Après décision du conseil provincial de la Province de Luxembourg, les biens meubles ou immeubles, dont la FUL, a.s.b.l., était propriétaire jusqu'à la date de sa dissolution, sont, après inventaire dressé dans les six mois comptés à partir de l'entrée en vigueur du présent décret, transférés au patrimoine de l'Université de Liège.

Art. 5. Après la décision de l'assemblée générale de la FUL, a.s.b.l., l'Université de Liège succède à l'actif et au passif ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations, dûment répertoriées, dont la FUL, a.s.b.l., était titulaire à la date de l'entrée en vigueur du présent décret. Les créances et les obligations fondées sur les contrats de recherches et sur les contrats qui ont pour objet des prestations vis-à-vis de tiers, précédemment conclus par la FUL, a.s.b.l., et en cours d'exécution à la date de l'entrée en vigueur du présent décret, sont cédées et transférées au patrimoine de l'Université de Liège. Ces cessions et transferts sont opposables de plein droit aux cocontractants et aux tiers, sans autre formalité. Ils incluent tous les droits et obligations liés aux procédures pendantes et futures.

Art. 6. Les étudiants inscrits à la FUL à la date d'entrée en vigueur du présent décret sont réputés l'être à l'Université de Liège.

Pour l'application de l'article 48quater de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les programmes d'études spécialisées organisées par la FUL sont réputés l'avoir été par l'Université de Liège et avoir été pris en compte pour son financement.

Art. 7. Sont abrogés :

1° les articles 1^{er}, § 2, et 8, § 4, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques;

2° l'article 5 du décret programme du 27 octobre 1997 portant diverses mesures concernant l'enseignement;

3° l'article 22 de la loi du 28 mai 1971 portant de nouvelles mesures en faveur de l'expansion universitaire.

CHAPITRE IV. — Entrée en vigueur

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Art. 9. Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 janvier 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
D. DUCARME

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 476-1. — Amendements de commission, n° 476-2. — Rapport, n° 476-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 20 janvier 2002.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 558

[C — 2004/29053]

28 JANUARI 2004. — Decreet houdende organisatie binnen de « Université de Liège » van een afdeling Milieuwetenschappen en -beheer in de Provincie Luxemburg en tot toelating van de overdracht van het personeel en het patrimonium van de v.z.w. « Fondation universitaire luxembourgeoise » naar het patrimonium van de « Université de Liège » (1)

Het Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I

*Wijziging van de wet van 28 april 1953
betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat*

Artikel 1. § 1. In artikel 4 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« § 5. Op 1 januari 2004 richt de « Université de Liège » in het kanton Aarlen de afdeling voor onderwijs, onderzoek en diensten inzake milieuwetenschappen en -beheer op.

Deze afdeling ontwikkelt partnerschappen met de universitaire instellingen die inzonderheid ressorteren onder de Europese grensoverschrijdende gebieden.

De organen voor bestuur, onderwijs, onderzoek en de diensten van deze afdeling ontwikkelen in het kanton Aarlen hun activiteiten in de gebouwen die vroeger het eigendom waren van de « Fondation universitaire luxembourgeoise », vereniging zonder winstoogmerk, hierna de « FUL », v.z.w. genoemd.

Er wordt een strategisch comité van deze afdeling opgericht dat een adviesorgaan is, belast met het oriënteren in het algemeen van de onderzoeksprogramma's in synergie met de lokale projecten, met hun herwaardering alsmede algemener met de uitstraling van de afdeling. Buiten de Gouverneur van de Provincie Luxemburg of de persoon die door hem wordt afgevaardigd en die er de voorzitter van is, zijn vier vertegenwoordigers stemgerechtigd die aangesteld worden door elke groep provincieraadsleden op dezelfde lijst verkozen bij de provincieraadsverkiezingen in de Provincie Luxemburg en drie vertegenwoordigers van het economische en sociale leven van deze provincie, die door hun respectievelijke instanties aangesteld worden.

De Regeringscommissaris en de afgevaardigde van de Minister van Begroting bij de « Université de Liège » aangesteld krachtens de artikelen 1 en 7 van het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen, wonen de vergaderingen van het strategisch comité bij. »

§ 2. In artikel 8, lid 1, 8°, van voornoemde wet van 28 april 1953 worden de woorden « , alsmede de voorzitter van het strategisch comité van de universitaire afdeling milieuwetenschappen en -beheer bedoeld in artikel 4, § 5 of de persoon die door dat comité aangesteld wordt, » ingevoegd voor de woorden « raadgevende stem ».

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 27 juli 1971
op de financiering en de controle van de universitaire instellingen*

Art. 2. In artikel 46 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen :
1° in lid 1, dat § 1 van het artikel wordt, wordt d) opgeheven vanaf het begrotingsjaar 2004;

2° worden de leden 2 en 3 geschrapt;

3° wordt het artikel aangevuld met de volgende paragrafen :

« § 2. Vanaf het begrotingsjaar 2004 wordt een subsidie aangerekend op een afzonderlijk artikel van de begroting van het patrimonium van de « Université de Liège » en exclusief bestemd voor de financiering van de in artikel 1 bedoeld afdeling.

Het deel van de subsidie betreffende de lasten van het personeel bedoeld in artikel 3, lid 1, wordt als ontvangst aangerekend op afdeling I van de begroting van de « Université de Liège » zoals bepaald op 12 april 1999 in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor het opmaken en de vorm van de begrotingen en rekeningen van de universitaire instellingen.

Voor het begrotingsjaar 2004 is deze subsidie gelijk aan de geïndexeerde jaarlijkse subsidie van de « Fondation universitaire luxembourgeoise » voor 2003.

§ 3. Voor de volgende begrotingsjaren wordt deze subsidie verminderd met :

— 100.000 euro voor 2005;

— 200.000 euro voor 2006;

— 300.000 euro voor 2007;

— 400.000 euro voor 2008 tot 2014.

§ 4. Voor de begrotingsjaren 2015 tot 2018 is het bedrag van de subsidie gelijk aan dat van het vorig begrotingsjaar, verminderd met een kwart van het bedrag toegekend voor 2014.

Vanaf 2019 wordt geen subsidie meer toegekend.

§ 5. De verminderingen bepaald in de §§ 3 en 4 worden bijgerekend bij het basisbedrag van de jaarlijkse werkingstoelagen vastgesteld in artikel 29, § 1, lid 1.

§ 6. De bedragen bepaald in de §§ 2 tot 5 worden op dezelfde wijze geïndexeerd als de werkingstoelagen voor de universiteiten. »

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en opheffingsbepalingen*

Art. 3. De leden van het academisch personeel en de leden van het vastbenoemd wetenschappelijk personeel die behoren tot de « FUL », v.z.w., tot de inwerkingtreding van dit decreet, worden overgeheveld naar de « Université de Liège » en opgenomen bij het vastbenoemd academisch en wetenschappelijk personeel ten laste van afdeling I van de begroting van de instelling.

De leden van het tijdelijk wetenschappelijk personeel en de leden van het administratief en technisch personeel die door de « FUL », v.z.w., zijn aangeworven, tot de inwerkingtreding van dit decreet, worden overgeheveld naar de « Université de Liège » en door een arbeidsovereenkomst gebonden aan het patrimonium van deze universiteit.

Ze worden aangesteld op de afdeling bedoeld in artikel 1.

Zij bewaren hun bezoldiging, hun hoedanigheid, hun graad, hun academische, wetenschappelijke of administratieve anciënniteit alsmede hun geldelijke anciënniteit.

Art. 4. Na beslissing van de provincieraad van de Provincie Luxemburg worden de roerende of onroerende goederen, waar de « FUL », v.z.w., eigenaar van was tot de datum van ontbinding, na inventaris die binnen de zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit decreet wordt opgemaakt, overgebracht naar het patrimonium van de « Université de Liège ».

Art. 5. Na beslissing van de algemene vergadering van de « FUL », v.z.w., volgt de « Université de Liège » in het actief en het passief op alsmede in het geheel van de gerepertorieerde rechten en verplichtingen, waar de « FUL », v.z.w., titularis van was op de datum van inwerkingtreding van dit decreet. De schuldvorderingen en verplichtingen die zich baseren op de onderzoekscontracten en op de contracten die handelen over prestaties tegenover derden, die voordien gesloten zijn door de « FUL », v.z.w., en die in uitvoering zijn op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, worden afgestaan en overgedragen aan het patrimonium van de « Université de Liège ». Deze afstanden en overdrachten kunnen van rechtswege worden ingeroepen tegen de medecontractanten en derden, zonder andere formaliteit. Zij bevatten alle rechten en verplichtingen gebonden aan de hangende en toekomstige procedures.

Art. 6. De studenten ingeschreven op de « FUL » op de datum van inwerkingtreding van dit decreet worden geacht ingeschreven te zijn op de « Université de Liège ».

Voor de toepassing van artikel 48^{quater} van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, worden de gespecialiseerde studieprogramma's, die door de FUL georganiseerd worden, geacht georganiseerd te zijn door de « Université de Liège » en in acht te zijn genomen voor de financiering ervan.

Art. 7. De volgende artikelen worden opgeheven :

1° de artikelen 1, § 2, 8, § 4, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden;

2° artikel 5 van het programma-decreet van 27 oktober 1997 houdende diverse maatregelen inzake onderwijs;

3° artikel 22 van de wet van 28 mei 1971 houdende nieuwe maatregelen voor de universitaire expansie.

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

Art. 8. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2004.

Art. 9. De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 januari 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Lasten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten, Letteren en de Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Decreetontwerp, nr. 476-1. — Commissie-amendementen, nr. 476-2. — Verslag, nr. 476-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 januari 2004.